

7 avril 2015

N'est il pas temps de tirer des enseignements des dernières guerres dans le Grand Moyen Orient ?

Par Jean-François Coustilliere, consultant indépendant, associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

Trois conflits ont plus particulièrement marqué l'histoire contemporaine du monde ces quinze dernières années : l'Irak, la Libye et la Syrie. Différents, ils comportent cependant des caractéristiques communes et invitent à la réflexion. Les échecs des démarches entreprises ne méritent-elles pas de tirer quelques leçons ?

La guerre en Irak en mars 2003 a été voulue par les États-Unis sous des prétextes discutables (présence d'armes de destruction massive, responsabilité dans le terrorisme transnational, etc. .) et pour des objectifs aujourd'hui clairs, mettre en place un pouvoir favorable à la stratégie américaine notamment en matière de production de pétrole tout en affichant un souci d'exportation d'un modèle sociopolitique démocratique. S'affranchissant de tout mandat de l'ONU cette guerre a été conduite avec de forts dégâts humains estimés entre 104.000 et 113.700 morts du côté irakien, sans oublier les blessés dont certains resteront handicapés à vie. L'Irak a ensuite été laissé à lui-même. Après le retrait des forces américaines en décembre 2011, les violences ont perduré, le pays a basculé dans la guerre civile favorisant l'émergence de l'Etat islamique.

La guerre en Libye en mars 2011 a été engagée par la volonté de la France, avec l'appui du Royaume uni. Elle était couverte par la résolution 1973 (17 mars 2011) du Conseil de sécurité de l'ONU. Celle-ci visait à protéger les populations et les zones civiles menacées d'attaque par le régime en place, tout en excluant le déploiement d'une force d'occupation étrangère sur n'importe quelle partie du territoire libyen. Elle interdisait tous vols dans l'espace aérien et renforçait de plus l'embargo sur les armes imposé par la résolution 1970, adoptée en février 2011, contre le régime de Khadafi à la suite de la répression meurtrière des civils en Libye. Les opérations militaires ont reçu le soutien des États-Unis et rassemblaient quelques forces européennes, qataries, émiraties et canadiennes. Le commandement des opérations aériennes était finalement assuré par l'OTAN. Les opérations navales relevaient en partie du commandement de la sixième flotte américaine. La guerre prit fin en octobre 2011 laissant de nombreuses pertes dans la population¹ et le pays divisé, en proie au désordre et à un chaos propice à l'implantation des djihadistes de l'Etat islamique.

La guerre en Syrie s'est développée dans le prolongement des soulèvements qui s'inscrivaient dans le contexte des révoltes arabes de 2011. violemment réprimés par Bachar El Assad, ils ont été l'occasion de l'émergence de divers mouvements islamistes dont certains clairement djihadistes, après que la principale force démocratique de l'opposition, l'ASL (armée syrienne libre), ait dû progressivement s'effacer. Les ingérences sont nombreuses. De façon excessivement manichéenne, on peut dire que le gouvernement syrien est soutenu par la Russie (surtout sur le plan logistique), par l'Iran (pour les combattants) ainsi que par le Hezbollah (comme mandataires de l'Iran), et politiquement par le Venezuela, l'Algérie et la Chine. La rébellion est, elle, soutenue par la Ligue arabe, l'Arabie séoudite, le Qatar et certains pays occidentaux. Des dirigeants occidentaux ont affirmé, imprudemment, dès novembre 2011 que les jours du régime syrien étaient "comptés". En

¹ Les estimations sont difficiles, certaines sont manifestement exagérées. Le nombre de 30.000 apparaît comme vraisemblable. Ref Lapresse.ca du 8 septembre

2013, une intervention militaire, éventuellement sans mandat de l'ONU était préconisée par certains hommes politiques français, y compris au plus haut niveau de l'Etat, tandis que les États-Unis abandonnaient le projet de ce mode d'action. Aujourd'hui, la guerre civile est établie et 210.000 personnes sont décédées du fait des combats depuis 4 ans.

Les guerres de Libye et de Syrie ont la particularité d'associer aux Occidentaux certains pays du Golfe arabo persique, évitant ainsi de donner à ces interventions une image exclusivement chrétienne. Malheureusement, cette association conjoncturelle fournit aussi un appui à ces nations alors même qu'elles ne poursuivent pas les mêmes objectifs et ne partagent pas les mêmes valeurs. C'est notamment vrai vis-à-vis des mouvements islamistes djihadistes qu'elles ne répugnent pas à financer dans la perspective d'imposer les dogmes wahhabites. Cette attitude nourrit le terrorisme qui frappe, certes au Proche et Moyen-Orient, mais aussi au Maghreb et en Europe.

Les trois guerres ont en commun ...

- Une absence quasi totale d'approche régionale concertée. En Irak, les États-Unis ont agi en négligeant le plus grand nombre des points de vue européens, sans concertation avec les puissances régionales telles la Russie et l'Iran ; en Libye les points de vue algérien, tunisien et égyptien (il est vrai que ces deux derniers étaient confrontés à des rebellions intérieures qui focalisaient leur attention) n'ont pas été pris en considération ; enfin en Syrie les nations occidentales aux analyses déjà divergentes se gardent de tenter une concertation avec la Chine, la Russie et l'Iran.
- Le sentiment que l'emploi de la force a souvent été mis en œuvre sans avoir toujours épuisé les ressources politiques et diplomatiques. C'est plus particulièrement vrai en Irak où de nombreux pays dont la France ont demandé à ce que les possibilités en matière d'inspection offertes par la résolution 1441 soient toutes explorées (discours de Villepin au CS de l'ONU en février 2003) avant de décider la guerre. En Libye, de même, la réaction à la menace de l'avancée des troupes de Kadhafi sur Benghazi semble avoir été sinon contestable, au moins sensiblement disproportionnée. En Syrie, nombre de politiciens occidentaux ont affiché leur volonté de régler la question par la force sans prendre la mesure à la fois de la faisabilité technique, des capacités disponibles et de la complexité de la situation.
- Dans ces trois conflits l'ONU se voit largement marginalisée. En Irak, les États-Unis ont agi sans résolution adéquate de l'ONU ; en Libye, nombre de membres de l'ONU considèrent que l'action conduite a outrepassé le mandat délivré par le CS de l'ONU ; enfin en Syrie, les débats sur les opérations à conduire se situent délibérément en dehors d'une éventuelle résolution du CS de l'ONU, considérant que Russie et Chine ne manqueraient pas d'opposer leurs veto.
- Dans tous les cas, la nécessité de gérer les « après conflits » par une planification de reconstruction réaliste, mais également fiable, n'a pas été prise en considération. L'Irak est laissé en l'état de guerre civile sans perspective à court terme de rétablissement de la paix. La Libye, fractionnée, est laissée aux mains de milices qui s'entredéchirent. Quant à la Syrie, si des opérations militaires sont régulièrement évoquées, aucune vision de rétablissement de la paix ou de gestion de sortie de crise n'est proposée.

- L'attitude occidentale face à ces trois guerres est déterminée par la nécessité d'évincer, voire d'éliminer, les chefs d'Etat en place : Saddam Hussein, Mouammar Khadafi et Bachar El Assad.
- Le résultat de ces différents constats est que les régions concernées sont devenues à la fois un véritable creuset pour l'Etat islamique et également un objet de conquête.

N'est-il pas temps de tirer quelques conclusions de la dégradation de la situation afin d'œuvrer pour la défense de nos intérêts communs et de cesser de poursuivre des intérêts particuliers antinomiques qui nous placent en position de faiblesse face aux menaces prioritaires ? On pourrait réviser nos stratégies face à chaque crise pour :

- Rechercher collectivement des solutions entre tous les partenaires régionaux au lieu de vouloir défendre nos seuls intérêts propres aux dépens des autres renouant ainsi avec la politique de la canonnière ?
- S'en remettre volontairement à l'arbitrage du Conseil de sécurité de l'ONU seul à même d'apporter la légitimité internationale d'une intervention armée une fois les voies politiques épuisées ?
- Concevoir systématiquement une planification de reconstruction et de maintien de la paix après la guerre, sur le temps long, avec implication de l'ONU ?

Ces orientations ne sont pas simples à mettre en œuvre, notamment du fait des hypocrisies et égoïsmes nationaux. Elles peuvent cependant être affichées comme des priorités à partager et ainsi modifier peu à peu une organisation différentes des relations au moins entre grandes puissances.

Jean-François COUSTILLIERE

Consultant indépendant,

associé au groupe d'analyse de JFC Conseil